

## CE MONDE QUI BOUGE

Pourquoi la Turquie  
renoue avec Israël ?

La tension n'aura duré que quelques années avant que le conflit syrien ne rapproche la Turquie et Israël. «Israël a besoin d'un pays comme la Turquie», déclarait le 2 janvier dernier le chef de l'Etat turc Tayyip Erdogan. «Nous sommes prêts à coopérer avec Israël contre le terrorisme», déclarait-il le 2 mars dernier dans un message adressé à son homologue israélien, Reuven Rivlin, suite à l'attentat ayant fait plusieurs morts dont trois touristes israéliens, le 19 mars à Istanbul. Et depuis, au terme de plusieurs rencontres, les deux pays sont proches d'un accord de normalisation de leurs relations. Jeudi dernier, le ministère turc des Affaires étrangères faisait même état lors de ces discussions de «progrès» et de «rapprochement», indiquant avoir «convenu que l'accord serait finalisé au cours de la prochaine réunion qui sera convoquée très prochainement».



Par Hassane Zerrouky

Depuis l'assaut meurtrier lancé le 31 mai 2010 par des commandos israéliens contre le Mavi Marmara, affrété par une ONG islamique proche de l'AKP (Parti de la justice et du développement) au pouvoir en Turquie, qui voulait briser le blocus imposé à Ghaza par Israël, les rapports entre les deux pays ont été gelés y compris l'accord de défense conclu en avril 1996 entre Ankara et Tel Aviv. Deux mois plus tard, à la demande du Congrès juif américain (AJC), Erdogan restituait le «prix du courage» que lui avait décerné cette organisation en 2004. La fin des noces entre la Turquie et Israël avait été alors bruyamment saluée par la mouvance islamiste en Palestine (Hamas), en Égypte, en Algérie, en Syrie et en Tunisie (Ghanouchi), mais aussi par des mouvements progressistes arabes et maghrébins.

L'accord de défense de 1996, qui avait valu au Premier ministre turc de l'époque, Messut Ilmaz, le «Prix international de l'Humanité» décerné par le Congrès juif américain (AJC) était (déjà) dirigé contre la Syrie et l'Iran puisqu'en cas de crise majeure, Israël était autorisé à utiliser les bases aériennes turques pour frapper le territoire syrien. Bien plus, c'est en application de cet accord que les services turcs et israéliens (le Mossad) avaient mené le 15 février 1999, une opération conjointe d'enlèvement du leader kurde Abdullah Öcalan au Kenya.

Certes, la Turquie pose trois conditions à une normalisation : des excuses publiques pour l'incident de 2010, des indemnités financières pour les victimes et la levée du blocus imposé par Israël à Ghaza, contrôlé par le mouvement islamiste palestinien Hamas. Mais, concernant ce dernier point, maintenant qu'Israël est sur le point d'obtenir la réactivation de ses relations avec la Turquie, Benjamin Netanyahu a fait un geste qui ne lui a rien coûté : l'extension de la zone de pêche de 11 à 14 km – les accords d'Oslo définissaient une zone de 32 km – aux Palestiniens de Ghaza. Malgré cette concession de 3 km, les pêcheurs palestiniens sont rentrés bredouilles !

Ce rapprochement turco-israélien est dicté par les changements intervenus dans la région. A commencer par l'intervention russe en Syrie qui a de fait rebattu les cartes au Moyen-Orient et fait échouer la stratégie d'Erdogan visant la chute du régime de Bachar : ce dernier a repris l'initiative sur le terrain alors qu'il était au bord du désastre en septembre dernier. Erdogan a également échoué à contenir les prétentions des Kurdes syriens du PYD qui, en alliance avec des groupes syriens opposés aux djihadistes dans le cadre du Front démocratique syrien (FDS), avancent en direction de Raqqa, le fief de Daesh. Pire, voilà que le conflit syrien déborde en Turquie. Pas un jour ne passe sans attentats ou affrontements avec les Kurdes du PKK. Enfin, ajoutons que le retour en force de l'Iran sur la scène régionale n'est pas étranger à ce rapprochement auquel les Saoudiens et leurs alliés ne sont pas du tout hostiles. Bien au contraire, car pour tout ce beau monde (y compris Israël), l'Iran demeure le principal défi.

Quant au Hamas, toujours soutenu officiellement par Ankara, il risque de faire les frais de la lune de miel en cours entre la Turquie et Israël, avec l'aval de l'Arabie Saoudite pour qui les Frères musulmans qui disputent le monopole de l'Islam sunnite aux Salafite-wahhabites, sont à ranger dans le même sac que les Chiites.

H. Z.

LE SAHARA OCCIDENTAL DE BAN KI-MOON VU DE  
BRUXELLES

## Crimes et chuchotements

*Le Sahara occidental sous colonialisme marocain est, aujourd'hui, érigé en zone interdite, isolé du reste du monde.*

De notre bureau de Bruxelles,  
Aziouz Mokhtari

Les observateurs, les ONG de défense des droits de l'Homme, les députés européens, les journalistes autres que ceux agréés par le Makhzen y sont interdits d'accès.

Dernièrement, une délégation de juristes (France, Espagne, Belgique) a été reconduite manu militari par la police marocaine et embarquée de force à partir d'Al Djazira vers le Vieux Continent.

Auparavant, des eurodéputés ont été empêchés de se rendre à Laâyoune pour établir leur rapport sur la situation vécue par les populations dans la capitale sahraouie, à Dakhla et ailleurs. Au jour d'aujourd'hui, la Commission européenne, en définitive, le gouvernement de l'Europe, a toujours insisté sur les «voies» du dialogue avec Rabat pour débloquent les verrous et permettre les visites au Sahara occidental.

Cependant, depuis quelques jours, il paraît évident que le président Jean-Claude Juncker est agacé et préoccupé par les attitudes du Makhzen et du palais. En aparté, les diplomates maro-



Photos : DR

Ban Ki-moon.

cains lui promettent que tout sera mis en œuvre pour que personne ne puisse être empêché d'aller au Sahara occidental, mais les choses évoluent différemment. Le Maroc conscient qu'il est un indu occupant là-bas, ne peut se permettre d'ouvrir les territoires sahraouis, ça causera sa perte. Rabat est obligé de se comporter ainsi, une autre démarche signifierait le début de la fin de sa ruineuse aventure dans un pays d'autrui. Le colonialisme est un et indivisible, il n'est pas configuré pour le consensus, le dialogue avec l'autre, le retrait accepté et ordonné (France au Vietnam et en Algérie en est l'exemple édifiant). Le colon ne part jamais, il est toujours chassé, coup de pied au derri-

re. C'est ainsi. Le Maroc est en train de rater une occasion en or de se retirer du Sahara occidental grâce aux Nations-Unies qui lui offrent cette possibilité du référendum. Rabat s'entête et rue sur les brancards, se referme et n'écoute plus. A Bruxelles, ça chuchote, ça discute et ça s'exaspère, y compris dans les milieux traditionnellement taiseux par rapport au dossier sahraoui. Une gorge profonde, s'abreuvant à la source, confie à un parterre de journalistes «l'Union européenne ne pourra plus ignorer le Sahara occidental dans ses rapports avec le Maroc». «Surtout, ajoute-t-il, depuis la décision de la Cour européenne (invalidation de l'Accord agricole avec le Maroc parce qu'englobant le Sahara occidental, ndr) et la position ferme de Ban Ki-moon qui a parlé «d'occupation».

Asiatique, pas connu pour privilégier la formule au fond, diplomate chevronné et habile, Moon, tient à ajouter cette source, «ne peut pas avoir dit ça comme ça». «N'oubliez pas aussi qu'il (B. Ki-moon) est proche des Américains...»

A. M.

## SYRIE

Les Syriens ont voté  
pour des législatives

*Les Syriens votaient hier pour des élections législatives, un scrutin qui coïncide avec la seconde session de négociations de paix inter-syriennes à Genève.*

Les bureaux de vote pour ces législatives ont ouvert tôt le matin dans les régions sous contrôle gouvernemental, soit un tiers du territoire où vit environ 60% de la population.

Plus de 7 000 bureaux de vote ont ouvert à 7h et pour une durée de 12 heures sauf si la commission électorale décide «en raison de l'affluence» de prolonger l'ouverture. Les citoyens du pays sont invités à élire l'Assemblée du peuple composée de 250 députés, venus de différentes provinces du pays, pour un mandat de quatre ans.

Ainsi, 11 341 candidats âgés de plus de 25 ans avaient décidé au départ de briguer les 250 sièges pour ce second scrutin depuis le début du conflit en 2011. Accompagné de son épouse, le président Bachar Al-Assad a voté dans la matinée dans un bureau installé dans la bibliothèque nationale, place des Ommeyyades.

C'est avant tout sur leurs lieux de travail, notamment dans les administrations ou les écoles, que la majorité des électeurs se rendent derrière l'isoloir. Les élections législatives «auront lieu partout sauf dans les provinces de Raqa et Idlib», aux mains de l'organisation terroriste Daesh et du «Front Al-Nosra», ainsi que «dans les régions qui connaissent des problèmes de sécurité», en référence



aux zones tenues par les rebelles, selon la commission électorale.

«Les électeurs originaires de ces régions pourront voter dans les secteurs tenus par l'armée», indique-t-elle. C'est la deuxième fois que de telles élections sont organisées en Syrie depuis le début du conflit. A la suite de ces élections, le président avait nommé Ryad Hijab, alors ministre de l'agriculture comme Premier ministre.

Ce dernier est depuis passé dans les rangs de l'opposition. Il est maintenant le chef du Haut comité des négociations (HCN), qui rassemble les groupes clés de l'opposition syrienne et est basé à Ryadh, en Arabie saoudite.

En fin de course, il n'en reste plus que 3 500, les autres s'étant retirés «estimant n'avoir aucune chance de l'emporter», selon le président du Comité juridique suprême des élections, le juge Hicham al-Chaar.

## LIBYE

Un mort et  
quatre blessés  
dans un attentat  
à Misrata

Un attentat à la voiture piégée mené mercredi contre un poste de contrôle dans la ville libyenne de Misrata (à l'est de Tripoli) a fait un mort et quatre blessés, selon des sources médicales et locales.

Le conseil municipal de Misrata (200 km à l'est de Tripoli) fait état sur son site internet d'un mort «dans un attentat terroriste lâche (...) contre le poste de contrôle de Saddada, à l'est de la ville de Misrata». «Quatre personnes ont été blessées parmi les agents de sécurité affectés au poste dont deux en état grave», ajoute la même source. Une source médicale de l'hôpital de Misrata a confirmé avoir admis quatre gardes blessés et le corps d'un cinquième, victimes d'une attaque «à la voiture piégée». A plusieurs reprises, l'organisation terroriste autoproclamée Etat islamique (EI, Daesh) a pris pour cible ce même poste de contrôle. Un attentat suicide y avait fait quatre morts en avril 2015.

APS